



CEM
Collectif des écoles de Marseille
Conseiller spécial de Danièle

Monsieur Jean-Claude
Madame Martine Vassal
Monsieur Yves Moraine
~~*Monsieur Benoît Payan*~~

83 640 Saint-Zacharie

Le mardi 5 Mai 2020

Le 12 mai les écoles rouvrent, tout est (à peu) prêt !

Une fois encore, le Président de la République et son gouvernement font preuve de leur hydroponie et de leur mépris. Ce sont les maires qui géreront la réouverture des écoles, ce qui hypothèque toute possibilité de traitement égalitaire du territoire.

Cette décision prend une résonance particulière à Marseille.

Depuis 25 ans, les écoles publiques sont le parent pauvre de la politique municipale. La mairie néglige l'entretien du bâti, des sanitaires, la fourniture de matériel pédagogique et d'hygiène, et maintient un taux d'encadrement des enfants par le personnel municipal au plus faible niveau national ([cf. enquête du CeM](#)).

Les parents d'élèves, des enseignants et des agents territoriaux dénoncent la gestion calamiteuse des écoles publiques et le manque de communication avec les services municipaux.

Depuis le début du confinement, malgré les multiples alertes lancées par le CeM mais aussi par les associations et collectifs qui oeuvrent sur le terrain sans relâche, la Mairie s'est contentée de quelques annonces et de mesures bien en-deçà des besoins de la population.

Et aujourd'hui, dans le contexte difficile de la crise sanitaire qui a plongé de nombreuses familles dans la misère, et a épuisé les réseaux d'entraide citoyens, Jean-Claude Gaudin ose nous annoncer que **“tout est prêt !”**.

Le conseil scientifique comme la plupart des professionnels de l'éducation n'y est pas favorable mais Emmanuel Macron s'entête : les écoles rouvriront le 11 mai ! Il fait peser une pression inacceptable sur les épaules des parents “désignés volontaires” pour envoyer leurs enfants à l'école. Car il faut remettre la France au travail ! Fin du chômage partiel prévue au 1er juin. *Faisons un test...* un test sur qui et pourquoi ? Un test sur des enfants et leurs familles, sur des enseignants et des agents des écoles ? Le principe de précaution ne devrait-il pas prévaloir et assurer à chacun les conditions nécessaires pour préserver la santé de tous ?

Lutter contre les inégalités sociales, c'est l'argument qu'a osé invoquer un gouvernement qui poursuit avec zèle le démantèlement du service public initié par ses prédécesseurs, coupe dans les aides sociales et précarise les travailleurs. Qui peut croire que le simulacre d'organisation qui nous est proposé permettra de sauver les élèves décrocheurs, résorber la fracture numérique et soulager les familles mal-logées ? Il est à noter que ces difficultés ne sont pas le fait de la crise sanitaire et qu'elles étaient là bien avant.

Comment peut-on exiger des chefs d'établissements qu'ils assument la responsabilité d'un protocole sanitaire arrivé bien trop tard, élaboré sans concertation et en dépit des alertes ?

Comment espérer que des enfants de 3 ans restent plusieurs heures dans une école sans toucher leurs camarades, sans mettre un feutre à la bouche, en regardant sagement le toboggan condamné ?

Mais, aujourd'hui à Marseille, on nous assure que **“tout est prêt”** : le savon est livré, les essuie-mains jetables fournis, les lingettes désinfectantes distribuées, les masques donnés aux personnels, les thermomètres répartis, la cantine réouverte. Vraiment ? Et les sanitaires sont-ils réparés ? Les fuites de toitures colmatées ? Les nuisibles éradiqués ? La température des salles de classe contrôlée ? L'ombre dans les cours de récré assurée ? Les escaliers sécurisés ? Le personnel municipal nécessaire recruté ?

Il ne reste plus que la confiance dans les pouvoirs publics à retrouver... et ça c'est pas gagné.

Le CeM dénonce une réouverture des écoles prématurée et mal préparée, imposée pour de mauvaises raisons : remettre les parents au travail quelles qu'en soient les conséquences...

Et pourtant une autre reprise des écoles est possible !

Ouvrir les écoles, pourquoi pas ? Si c'est pour donner du temps aux équipes pédagogiques, soutenues par des médecins scolaires, des infirmières et des travailleurs sociaux, pour renouer le lien avec les élèves et leur famille, faire le bilan des conséquences du confinement sur chacun : bilan psychologique, sanitaire et scolaire. Cet état des lieux est indispensable pour préparer sereinement une rentrée scolaire pleine de sens en septembre 2020. Pourquoi ne pas mettre à profit ce temps suspendu de la crise sanitaire pour repenser l'école publique en concertation avec tous ses acteurs ? En lui attribuant enfin les moyens humains et matériels nécessaires pour faire de l'école publique un vecteur d'égalité et non de sélection...

Le 5 mai 2020

le CeM

Version Jean-Claude

Le 12 mai les écoles rouvrent, tout est (à peu) prêt !

Une fois encore, le Président de la République et son gouvernement font preuve de leur hydroponie et de leur mépris. Ce sont les maires qui géreront la réouverture des écoles, ce qui hypothèque toute possibilité de traitement égalitaire du territoire.

Cette décision prend une résonance particulière à Marseille.

Depuis 25 ans, les écoles publiques sont le parent pauvre de la politique municipale. La mairie néglige l'entretien du bâti, des sanitaires, la

fourniture de matériel pédagogique et d'hygiène, et maintient un taux d'encadrement des enfants par le personnel municipal au plus faible niveau national ([cf. enquête du CeM](#)).

Les parents d'élèves, des enseignants et des agents territoriaux dénoncent la gestion calamiteuse des écoles publiques et le manque de communication avec les services municipaux.

Depuis le début du confinement, malgré les multiples alertes lancées par le CeM mais aussi par les associations et collectifs qui oeuvrent sur le terrain sans relâche, la Mairie s'est contentée de quelques annonces

et de mesures bien en-deçà des besoins de la population.

Et aujourd'hui, dans le contexte difficile de la crise sanitaire qui a plongé de nombreuses familles dans la misère, et a épuisé les réseaux d'entraide citoyens, Jean-Claude Gaudin ose nous annoncer que **“tout est prêt !”**.

Le conseil scientifique comme la plupart des professionnels de l'éducation n'y est pas favorable mais Emmanuel Macron s'entête : les écoles rouvriront le 11 mai ! Il fait peser une pression inacceptable sur les épaules des parents “désignés volontaires” pour envoyer leurs enfants à l'école. Car il faut remettre

la France au travail ! Fin du chômage partiel prévue au 1er juin. *Faisons un test...* un test sur qui et pourquoi ? Un test sur des enfants et leurs familles, sur des enseignants et des agents des écoles ? Le principe de précaution ne devrait-il pas prévaloir et assurer à chacun les conditions nécessaires pour préserver la santé de tous ?

Lutter contre les inégalités sociales, c'est l'argument qu'a osé invoquer un gouvernement qui poursuit avec zèle le démantèlement du service public initié par ses prédécesseurs, coupe dans les aides sociales et précarise les travailleurs. Qui peut croire que le simulacre d'organisation qui nous est proposé permettra de sauver les

élèves décrocheurs, résorber la fracture numérique et soulager les familles mal-logées ? Il est à noter que ces difficultés ne sont pas le fait de la crise sanitaire et qu'elles étaient là bien avant.

Comment peut-on exiger des chefs d'établissements qu'ils assument la responsabilité d'un protocole sanitaire arrivé bien trop tard, élaboré sans concertation et en dépit des alertes ? Comment espérer que des enfants de 3 ans restent plusieurs heures dans une école sans toucher leurs camarades, sans mettre un feutre à la bouche, en regardant sagement le toboggan condamné ?

Mais, aujourd'hui à Marseille, on nous assure que **“tout est prêt”** : le savon est livré, les essuie-mains jetables fournis, les lingettes désinfectantes distribuées, les masques donnés aux personnels, les thermomètres répartis, la cantine réouverte. Vraiment ? Et les sanitaires sont-ils réparés ? Les fuites de toitures colmatées ? Les nuisibles éradiqués ? La température des salles de classe contrôlée ? L'ombre dans les cours de récré assurée ? Les escaliers sécurisés ? Le personnel municipal nécessaire recruté ?

Il ne reste plus que la confiance dans les pouvoirs publics à retrouver... et ça c'est pas gagné.

Le CeM dénonce une réouverture des écoles prématurée et mal préparée, imposée pour de mauvaises raisons : remettre les parents au travail quelles qu'en soient les conséquences...

Et pourtant une autre reprise des écoles est possible !

Ouvrir les écoles, pourquoi pas ? Si c'est pour donner du temps aux équipes pédagogiques, soutenues par des médecins scolaires, des infirmières et des travailleurs sociaux, pour renouer le lien avec les élèves et leur famille, faire le bilan des conséquences du confinement sur chacun : bilan psychologique, sanitaire et scolaire. Cet état des lieux

est indispensable pour préparer sereinement une rentrée scolaire pleine de sens en septembre 2020. Pourquoi ne pas mettre à profit ce temps suspendu de la crise sanitaire pour repenser l'école publique en concertation avec tous ses acteurs ? En lui attribuant enfin les moyens humains et matériels nécessaires pour faire de l'école publique un vecteur d'égalité et non de sélection...

Le 5 mai 2020

le CeM